



COMMUNE DE VELLERON

ARRÊTÉ MUNICIPAL 2022-191 Interdiction de stationner Avenue du général de Gaulle

Le maire de VELLERON,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2212-1 et L2212-2,
Vu la demande en date du 30/11/2022 par laquelle l'entreprise BOUYGUES E&S représentée par Monsieur ZORNINGER Marc (06.16.25.51.07) souhaite une interdiction de stationner afin de procéder à la mise en discrétion des réseaux ENEDIS au Avenue du Général de Gaulle.

ARRETE :

Article 1 : BOUYGUES E&S est autorisée à réaliser les travaux de mise en discrétion des réseaux ENEDIS, sur la voie publique au lieu cité ci-dessous :

- **Avenue du Général de Gaulle.**

Article 2 : les travaux sont prévus pour une durée de **60 jours à compter du 09/01/2023** et seulement au droit de la propriété du bénéficiaire de l'autorisation dans le respect des prescriptions techniques. Il sera interdit de stationner.

Article 3 : Les aménagements ne devront pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et au libre accès des propriétés riveraines. Les éléments du domaine public communal ne devront faire l'objet d'aucune dégradation.

Article 4 : Les travaux ne pourront débuter qu'à la date du **09/01/2023** et devront être achevés impérativement avant le **09/03/2023**. L'inexécution des travaux dans le cadre des délais prescrits conduira le bénéficiaire à déposer une nouvelle demande.

Article 5 : Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever les débris, nettoyer et remettre en état à ses frais les dommages résultant de son intervention. En cas de travaux présentant un caractère de dangerosité pour la circulation ou les usagers du domaine public, les opérations de réhabilitation seront opérées sous le contrôle des services techniques.

Article 6 : La commune conserve le droit d'effectuer dans le cadre de ses missions d'intérêt général, les travaux sur les ouvrages du bénéficiaire, à charge pour elle de procéder à leur remise en état.

Article 7 : La présente autorisation est précaire et révocable. Elle pourra faire l'objet d'une mesure de retrait en cas d'urgence, pour préserver l'intérêt du domaine public ou en vue de la réalisation de travaux publics, sans qu'aucun droit à indemnité ne soit reconnu au profit du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 8 : La présente autorisation ne dispense pas son bénéficiaire de se conformer aux dispositions édictées par le Code de l'urbanisme.

Article 9 : Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, et de sa publication.

L'ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Maire de la commune
- La Police Municipale
- Les Services Techniques de la commune
- Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Pernes les Fontaines
- BOUYGUES E&S;

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à VELLERON, le 01 décembre 2022.

Le Maire,
Philippe ARMENGOL.

P/o Le Maire par délégation
Hervé Berenguer

